

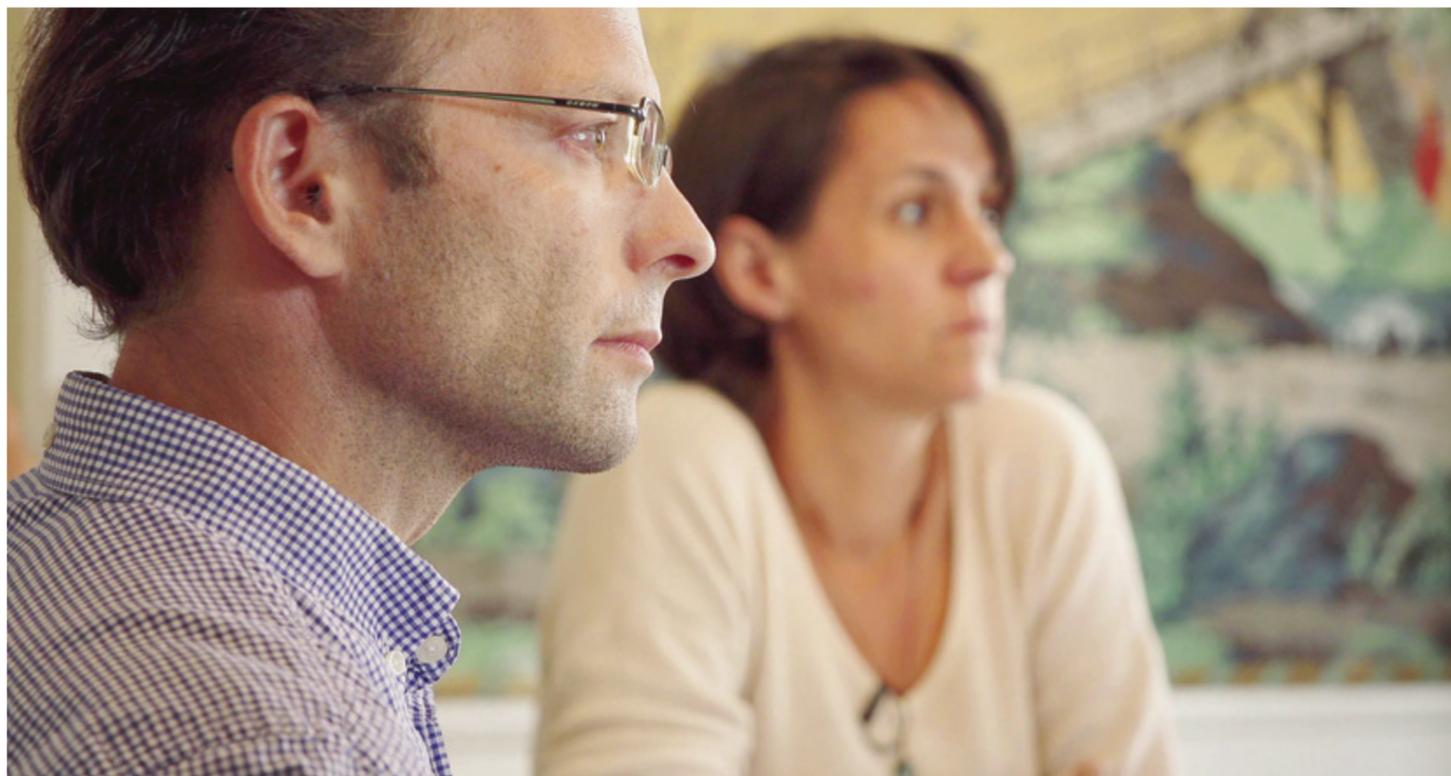
# Un regard inédit sur la politique locale

**LA CHAUX-DE-FONDS** Le documentaire «Ville cherche héros» de Robin Erard et Samuel Chalard sur le Conseil communal a été diffusé mercredi soir sur la RTS et a séduit.

PAR VINCENT.COSTET@ARCINFO.CH

A défaut de quelques zéros supplémentaires – dans ses comptes, donc... –, La Chaux-de-Fonds et ses difficultés financières doivent se contenter de «héros». C'est peut-être la conclusion à laquelle est arrivé le téléspectateur romand mercredi dans la soirée.

A L'Heure bleue, «Ville cherche héros», le documentaire de Robin Erard et Samuel Chalard diffusé par la RTS, a été chaleureusement applaudi par un parterre de 200 personnes, pour la plupart issues de l'administration communale ou du Conseil général local. Et avec le débat d'«Infrarouge» qui a suivi, tourné au théâtre, c'est aussi la politique suisse qui s'est prise dans les bras.



Le nouveau président de la Ville, Théo Bregnard, et sa prédécesseure, Katia Babey. RTS/CAPTURE D'ÉCRAN



**Ce film rend hommage à la noblesse de la politique.**

**NURIA GORRITE**  
PRÉSIDENTE (PS)  
DU CONSEIL D'ÉTAT VAUDOIS

Les Neuchâtelois ont donc découvert ce qui se dit dans les séances confidentielles du Conseil communal chaux-de-fonnier. Le citoyen s'est retrouvé parachuté dans cette pièce où l'on comprend, à la rentrée estivale 2018, que la Métropole horlogère fait face à un trou financier supplémentaire de 20 millions de francs.

Et pour éviter la faillite qui se profilerait à terme, les cinq membres de l'exécutif décident d'un plan d'économies, les «ultima ratio». Ils biffent, semble-t-il, un million de francs de charges par dicastère. Ce n'est pas une fiction.

Et c'est la suppression du centre horticole, par exemple. «Les petites fleurs», comme dit Katia Babey dans le film, pour provoquer gentiment son collègue socialiste Théo Huguenin-Elie.

Ce plan ne sera pas mis à exécution. D'abord – on le voit dans le documentaire – parce que la commission financière refuse d'avalier la pilule, de prendre des mesures qui feraient de la quatrième – et bientôt cinquième – ville romande «un village», pour reprendre le mot de la conseillère générale socialiste Silvia Locatelli. Ensuite parce que quelques nouvelles inattendues semblent repousser l'échéance. Mais La Chaux-de-Fonds pourrait bien devoir réparer de tout cela assez vite. Quand les lumières se sont rallumées, les spectateurs sont apparus touchés. Ils ont souligné l'originalité de la dé-

marche, la qualité du propos, et surtout le sens de l'engagement de l'exécutif chaux-de-fonnier. «J'en avais la chair de poule. Je suis touchée par l'honnêteté incroyable» des conseillers communaux. Ce film «rend hommage à la noblesse de la politique», a déclaré la socialiste Nuria Gorrite, native de La Chaux-de-Fonds et présidente du Conseil d'Etat vaudois, sur le plateau d'«Infrarouge».

## «On comprend mieux certaines factures»

«C'était émouvant. Le Conseil communal en ressort humanisé. Et en tant que citoyen et contribuable, on comprend mieux certains choix et certaines factures, même si ça n'excuse pas tout», nous a confié le journaliste chaux-de-fonnier de la RTS Thierry Clémence. Invité sur le plateau, l'entrepreneur loclois

Pierre Castella a souligné la dimension «extrêmement pédagogique» du film pour «beaucoup de citoyens qui critiquent sans connaître toutes les étapes qui conduisent à une décision». Le débat a tourné autour de cette fonction si particulière de «directeur d'une ville», dont

l'autonomie a «fortement diminué», selon Marie-France Roth Pasquier (PDC), autre intervenante, conseillère communale d'une Ville de Bulle en pleine santé, dont la marge de manœuvre financière se résume «à 18% du budget». Combien à La Chaux-de-Fonds?

## Et le canton, alors?

Le documentaire de Robin Erard et Samuel Chalard illustre – en toile de fond surtout de ce thriller politique – la problématique cantonale. La question: en quoi l'Etat serait responsable des difficultés de La Chaux-de-Fonds? La soirée de mercredi n'a pas apporté de réponse, mais quelques prises de position méritent d'être mentionnées. «Les cantons aussi ont beaucoup perdu», a expliqué l'ancien conseiller fédéral (PLR) Pascal Couchepin. Quand il était à la tête de Martigny, le Valaisan ne réclamait «jamais au canton. On n'entre pas en compétition avec lui. On apprenait à se débrouiller seul.» Nuria Gorrite (PS), elle, estime qu'un «citoyen de Peseux ou du Locle doit pouvoir bénéficier d'une prestation universelle». Enfin, Pierre Castella (PLR) pense que «La Chaux-de-Fonds et Le Locle n'ont pas besoin de nouvelles entreprises, mais de nouveaux contribuables».